

Proposition de prise de parole 30 janvier 2016

Nous sommes là aujourd'hui à l'appel du collectif poitevin contre l'état d'urgence

Collectif soutenu par 23 associations, syndicats et partis politiques

Nous sommes là parce que :

nous refusons une société du contrôle généralisé, une société qui glisse de la présomption d'innocence à la culpabilité supposée.

nous refusons un régime d'exception qui permet aux forces de police d'agir sans contrôle judiciaire

nous refusons que la lutte contre le terrorisme soit le prétexte pour nous imposer une nouvelle restriction des libertés

nous refusons la déchéance de la nationalité qui institue dans la loi fondamentale de notre pays 2 catégories de français

nous refusons ces mesures qui contribuent au renforcement des préjugés racistes, aux amalgames, et aux pratiques discriminatoires.

Nous sommes là pour exiger :

- La levée immédiate de l'état d'urgence et de l'état d'exception permanent ;

- L'abandon de l'institutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité ;

- L'arrêt de la répression et de la stigmatisation ;
des manifestants et manifestantes et militants et militantes des mouvements sociaux,
des migrants et des migrantes,
des musulmans et musulmanes ou supposé-e-s l'être,
des quartiers populaires ;

- Le respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer.

Le Collectif poitevin contre l'état d'urgence appelle à poursuivre l'action sur tous ces points, avec toutes les organisations qui se sentent concernées, mais il entend aussi mener une réflexion et des actions pour aller vers une société ouverte et fraternelle qui donne toute leur place à la justice sociale et à l'égalité.